

## L'Europe après la pandémie

Michel Husson\*, *Jacobin Italia* n° 10, printemps 2021

propos recueillis par Salvatore Cannavò

cliquer sur l'image pour la version italienne ►



Que penses-tu du plan de relance français ? En Italie, il est considéré comme une référence obligatoire en raison de sa clarté et de son orientation modérée. Mais quelle est la logique des mesures qu'il propose, et leurs effets possibles ?

Il faut distinguer ici les mesures immédiates prises pour réduire les effets sociaux et économiques de la pandémie et ce fameux plan de relance. En réalité, il y a un artifice de présentation : le plan se rajoute qu'en partie aux mesures déjà prises. Cette présentation est typique de l'art de Macron qui cherche à se présenter comme le sauveur de la France, voire de l'Europe. C'est lui qui affirmait en mars dernier : « ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché » mais on ne trouve pas de traces de cette affirmation dans le plan de relance.

Certes, ce plan est bien présenté : 100 milliards d'euros répartis en un tiers pour l'écologie, un tiers pour la compétitivité, un tiers pour le social. Mais cette présentation est un leurre, pour plusieurs raisons. Il est étalé sur deux ans, incorpore des mesures déjà prises et son montant est relativement modeste : 100 milliards dont seulement un tiers pour 2021. Beaucoup des dispositifs budgétés sont incitatifs et rien ne garantit qu'ils seront effectivement utilisés, comme par exemple ce qui est prévu pour l'isolation thermique des logements. Rien ou presque en faveur des ménages les plus pauvres, aucune création d'emplois publics, aucun contrôle sur la gestion de l'emploi privé, mais en revanche des baisses d'impôts significatives, et inconditionnelles, en faveur des entreprises : ce plan révèle une incompréhension profonde de la nature spécifique de cette crise.

**Quel a été l'impact de la crise en France ? Macron semble avoir été affaibli par l'urgence sanitaire et économique même si les oppositions ne semblent pas avoir mis en avant des alternatives cohérentes jusqu'à présent.**

Il y a un double paradoxe Macron : le premier est que son programme consiste à vouloir appliquer toute une série de réformes néo-libérales que ses prédécesseurs n'ont pas pleinement réussi à mettre en place. Le second est de prétendre que ces réformes ne sont ni de gauche, ni de droite. Ces réformes ont en fait deux principales cibles. La première est le marché du travail qui doit être flexibilisé dans tous ses aspects. Ensuite l'Etat social, qui est trop coûteux (un « pognon de dingue » pour reprendre l'une de ses expressions) : il faut rationaliser, autrement dit réduire, les dépenses sociales. Par exemple une réforme des retraites radicale devait transformer le régime par répartition en régime par points qui aurait permis d'équilibrer les comptes par ajustement

---

\* Michel Husson est économiste. Il est l'auteur avec Alain Bihr de [Thomas Piketty : une critique illusoire du capital](#) (Syllepse / Page deux, 2020).

économique des pensions. Cette réforme a dû être repoussée dans le temps et, avec la pandémie, il est probable qu'elle ne sera pas réalisée avant la fin de la présidence de Macron. Une autre réforme a porté sur les budgets des hôpitaux et elle a accru les difficultés à faire face à la pandémie.

Déjà avant la crise du Covid, on pouvait parler d'une situation de guerre sociale larvée avec de nombreuses mobilisations sociales, dont la plus spectaculaire - mais pas la seule - a été évidemment le mouvement des gilets jaunes. La réaction de Macron et de son gouvernement à la crise sanitaire est un mélange révélateur de la nature de ce régime. Sur le plan économique, les mesures prises, semblables à celles d'autres pays, ont visé à amortir le choc lié aux contraintes telles que le confinement. Pour résumer, le gouvernement a pris à sa charge (ou reporté dans le temps) une partie des dépenses des entreprises, qu'il s'agisse des salaires (avec le chômage partiel), des cotisations sociales et des impôts. Il a accordé aux entreprises des baisses d'impôts, définitives, et des prêts garantis par l'Etat, provisoires. Mais le gouvernement a été mis en défaut dans la gestion de la crise proprement sanitaire. La surcharge des hôpitaux a montré très concrètement les effets des mesures d'économie passées. Et l'opinion a été profondément frappée par l'épisode des masques. Le stock constitué lors de la précédente épidémie du H1N1 avait été détruit, et la position officielle des autorités a été pendant un temps de soutenir qu'en fin de compte les masques étaient inutiles. Pour compenser ces défaillances, le gouvernement a accentué encore sa politique répressive, déjà engagée contre les mouvements sociaux. La France est ainsi le seul pays où a été institué l'obligation de produire une attestation de sortie lors des confinements et où la police a été mobilisée pour sanctionner ceux qui l'auraient oubliée. Pendant la pandémie, les manifestations ont continué et les violences policières se sont données libre cours, attirant la critique d'institutions internationales. Le dernier épisode est la tentative de faire passer une loi réduisant les libertés publiques, notamment le droit pour les citoyens de filmer les forces de police.

Certes, la situation sanitaire et sociale est évidemment un frein aux manifestations et autres formes de mobilisation sociale, mais la réalité est aujourd'hui que la colère s'accumule, même si personne n'est évidemment en mesure de dire quand, et sous quelles formes, elle pourrait exploser.

**La gauche française a-t-elle présenté des alternatives viables durant cette crise ? Tu as toi même mené une polémique publique avec Thomas Piketty, quel est l'état du débat en France sur cette question ?**

Il est difficile de dresser un tableau de la gauche en France, parce qu'elle est très éclatée. Ses projets alternatifs sont éparpillés, et la perspective des prochaines élections présidentielles de 2022 parasite le débat. Pour l'instant, la perspective (assez décourageante) est celle d'un second tour opposant à nouveau Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Toute la question est de savoir quel serait le ou la candidate capable d'éviter cette répétition.

Les projets alternatifs ne font pas défaut, et s'appuient sur les aspirations et les mobilisations sociales récentes. L'éventail est large : il va d'une rupture avec le capitalisme à des aménagements plus ou moins exigeants, en passant par une bifurcation radicale. Tous les courants se réfèrent à la transition écologique, avec plus ou moins de volontarisme. La France insoumise insiste, à juste titre selon moi, sur la nécessité d'une planification idéologique. Mais d'autres thèmes qui me semblent essentiels, comme la garantie d'emploi et la réduction de la durée du travail sont insuffisamment portés, voire pas du tout.

La politique avec Thomas Piketty est une illustration, parmi d'autres, de ces débats. Ses propositions portent principalement sur une réforme fiscale exigeante consistant, pour faire simple, à taxer les revenus et les patrimoines des plus riches. Les divergences ne portent évidemment pas sur de telles propositions. Ce qui est en cause, c'est qu'elles ne vont pas à la racine des choses, à savoir le degré d'exploitation dans les entreprises et la ponction des actionnaires sur la valeur créée. Il faudrait aussi réduire les inégalités là où elles se forment, plutôt que de les corriger à la source. Cela reviendrait à dépasser le keynésianisme qui joue sur les paramètres du système mais en conserve les règles fondamentales.

Cependant la perspective de l'échéance présidentielle empêche que se cristallise un projet suffisamment unifié. Par déformation économique, je proposerai ce modèle simpliste pour rendre compte de cette conjoncture. Il existe un degré de radicalité nécessaire pour dépasser les tares du capitalisme, mais ce seuil est sans doute (beaucoup) trop élevé par rapport à celui que l'on estime adéquat à l'émergence d'une candidature capable de s'imposer au second tour de la présidentielle. Autrement dit, la difficulté de fond à laquelle la gauche est confrontée est la suivante : l'anticapitalisme est la seule réponse rationnelle à la hauteur des désastres sociaux et écologiques mais il reste minoritaire. C'est cette distance qu'il faut chercher à réduire, dans une conjoncture pour le moins défavorable.

**Penses-tu que l'Union européenne a vraiment changé ses principes et ses orientations stratégiques à la suite de la pandémie ? On parle d'un tournant avec la mise en commun des fonds du programme *Next Generation* et plus généralement avec l'émission d'euro-obligations. Est-ce vraiment le cas ? Le changement est-il vraiment significatif ?**

La crise a conduit les classes dirigeantes à faire des choix qui sont en contradiction totale avec leurs principes idéologiques. Par exemple, le gouvernement français a décidé, comme d'autres en Europe, de prendre en charge la majeure partie des salaires des travailleurs placés en chômage partiel. Au niveau européen, les normes budgétaires ont été suspendues, un plan de soutien coordonné a été mis en place, et les commandes de vaccins ont été réalisées au niveau de manière conjointe (même si les contrats passés avec les entreprises pharmaceutiques sont scandaleusement opaques). Il y a deux façons d'examiner ces volte-faces. La première consiste à dénoncer de telles mesures comme insuffisantes ou provisoires, et ces critiques sont légitimes. Mais ce serait à mon sens une erreur de ne pas prendre acte de ces changements de politique, en montrant qu'ils indiquent, involontairement, la voie à suivre.

Mais le tournant le plus net est la gestion des dettes publiques qui ont, évidemment, fortement augmenté en Europe. En France, par exemple, elle va passer de 100 % à 120 % du PIB. Or, cette « dette-Covid » a été gérée de manière tout à fait inédite. Elle a été émise de manière en partie mutualisée, facilement placée, puis rachetée en majeure partie par les banques centrales. Tout cela à des taux d'intérêt très faibles, voire négatifs et avec des écarts minimes entre les différents pays. Il faut encore une fois se féliciter de cet abandon des dogmes.

La question qui se pose est alors : que faire de cette nouvelle dette ? Il y a sur ce sujet un débat extrêmement complexe - et virulent - entre les économistes français, y compris parmi les hétérodoxes. Il est difficile à résumer, d'autant plus qu'il renvoie à des controverses sur la théorie monétaire, et il me semble même un peu décalé par rapport aux enjeux immédiats.

Pour l'instant, la prise en charge de cette dette par les Banques centrales est un moindre mal. Mais le droit de regard des marchés financiers ne disparaît pas pour autant, puisque les titres de la dette publique sont toujours émis sur le marché primaire : il serait naïf de ne pas voir qu'ils restent en embuscade. Plutôt que d'évoquer une annulation de la dette détenue par les banques centrales, il vaudrait mieux proposer une taxe-Covid (comme le font la gauche radicale espagnole ou le PTB belge) et réfléchir aux moyens de se libérer de l'emprise des marchés financiers : cela peut passer par l'institution d'un pôle financier public, ou par l'obligation faite aux banques d'un quota de titres publics - autant de dispositifs qui ont d'ailleurs existé en France dans le passé. Il faut souligner aussi que les achats massifs de titres - le *Quantitative easing* - ont pour effet de doper les cours boursiers et immobiliers, contribuant ainsi à enrichir les plus riches. A terme, le danger principal est que l'accumulation actuelle de dettes publiques serve d'argument pour restreindre le nécessaire financement public de la transition écologique.

**Peut-on parler d'un déclin de l'Europe face à la suprématie de la Chine ou des Etats-Unis ? L'Union européenne présente-t-elle aujourd'hui des faiblesses qui auraient un impact sur la redistribution des richesses ?**

L'un des phénomènes majeurs dans l'organisation de l'économie mondiale est la remise en cause de l'axe Chine-Etats-Unis qu'on appelait « Chinamerica ». L'une des raisons est la politique de Trump, mais ce n'est pas la seule. Plus fondamentalement on observe depuis une décennie un net ralentissement de la mondialisation mesurée aussi bien par le commerce mondial que par les investissements internationaux. L'un des facteurs clé est le redéploiement de l'économie chinoise vers une croissance plus autocentrée. Il faut donc s'attendre à une réorganisation des chaînes de valeur mondiale, mais ce processus est lent et ne s'apparente pas à une véritable démondialisation. Cette structuration est en effet un élément essentiel du modèle économique des multinationales. La tendance sera donc plutôt à relocaliser ces liaisons à une échelle plus resserrée : par exemple les relocalisations de firmes européennes devraient privilégier dorénavant les PECO (pays de l'Europe centrale et orientale) et celles des Etats-Unis des pays comme le Mexique.

L'Union européenne entend profiter de cette distanciation entre Etats-Unis et Chine pour renforcer ses liens avec cette dernière : elle vient de signer à la hâte un accord avec la Chine sur le commerce et l'investissement (sans se préoccuper des droits humains en Chine). On peut noter en même temps des éléments de rupture avec une certaine « naïveté » passée qui faisait de l'Europe un bon élève soucieux de jouer le jeu de la libre concurrence à la fois externe et interne, avec le refus des fusions entre grandes entreprises européennes. La crise a rendu nécessaire une gestion mieux coordonnée au niveau européen : c'est vrai en ce qui concerne les dettes publiques, mais aussi dans les négociations avec les grandes firmes pharmaceutiques pour les commandes de vaccins. Mais la faiblesse essentielle de l'Union européenne est qu'elle reste un ensemble structurellement hétérogène, et l'un des effets de la crise actuelle va être de creuser encore plus la divergence entre les pays du "Nord" et du "Sud" de l'Europe. Ce mécanisme profondément corrosif augmentera le risque de retour à des politiques non coopératives, voire de dislocation. On constatera sans doute, une nouvelle fois, que l'Union européenne est l'union des multinationales européennes, plutôt que celle des peuples.

**Tu es un économiste mais aussi un militant des mouvements sociaux. Penses-tu qu'il y ait, malgré la pandémie et ses contraintes, un espace pour la mobilisation sociale, et avec quels objectifs?**

Au début de la pandémie, s'est diffusée l'idée selon laquelle « rien ne sera plus comme avant ». On parlait des jours d'après qui remettraient tout en cause. Tout cela est parfaitement juste, d'un point de vue rationnel : le système capitaliste a fait la preuve de son incapacité à traiter les questions sociales et environnementales. Par exemple, on a « découvert » en France que les travailleurs les « plus essentiels » au simple fonctionnement de la société étaient les plus mal traités du point de vue de leurs salaires et de leurs conditions d'emploi et de travail. La crise a eu une fonction de révélateur, sur ce point et sur bien d'autres, et tout cela va rester en permanence dans la conscience collective. Mais il faut être lucide : la bifurcation vers une société simplement plus humaine et responsable ne sera pas spontanée. La classe dominante va chercher à rétablir ses sources de profit et profiter de la crise, non pas pour amender le système, mais au contraire aller plus loin dans la régression sociale, en s'appuyant sur l'inévitable montée d'un chômage qui n'a été que provisoirement contenu.

L'issue ne dépendra donc pas de l'action de lois économiques immuables, mais des rapports de force sociaux. La tâche prioritaire est alors de se préparer à un brutal retour de bâton social et politique, en remettant au premier plan une thématique de défense et de transformation sociale autour de deux idées. La première est celle de la réduction du temps de travail, puisque, après tout, c'est elle qui a permis de réduire l'ampleur du choc. La seconde est celle d'une garantie de l'emploi. C'est en tout cas sur ces questions vitales que porteront les conflits sociaux à venir, et elles constituent le socle d'une véritable alternative.